

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 19/00

ÉFAI – 000044 – AMR 34/03/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA

Arturo Recinos, avocat
Mario A. Menchú Francisco, avocat
Luis A. Vázquez Menendez, avocat
Luis R. Romero Rivera, avocat
Carlos N. Palencia Salazar, avocat

Londres, le 25 janvier 2000

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des cinq avocats nommés ci-dessus, qui ont apparemment reçu des menaces de morts anonymes pour avoir défendu les membres d'un gang de ravisseurs qui ont été condamnés à mort.

Deux membres de ce gang se sont récemment évadés de prison et certaines sources laissent entendre que cette évasion a pu inciter des partisans de la peine capitale à menacer les avocats de ces hommes, qui défendent à leurs yeux des individus méritant la mort. Une grande partie de la population guatémaltèque est favorable à la peine capitale.

Arturo Recinos, qui avait formé un recours au nom d'un des condamnés, a apparemment reçu des menaces de mort anonymes par téléphone pendant plusieurs semaines. Craignant que ces jours ne soient en danger, il a finalement renoncé à défendre son client.

À la suite de quoi, les quatre autres hommes de loi, qui défendaient en appel d'autres membres du gang ayant été condamnés à mort, ont également commencé à recevoir des menaces par téléphone et ont été suivis par des voitures. Craignant pour leur vie, ils ont également dû abandonner cette affaire.

Deux des avocats, Mario A. Menchú Francisco et Arturo Recinos, ont déjà signalé ces tentatives d'intimidation aux autorités, mais ils n'ont reçu aucune réponse. Ils affirment que les actes de persécution dont ils sont victimes se sont multipliés ces derniers jours.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cinq membres du gang *Los Pasaco* ont été condamnés à mort en mars 1998, après avoir été reconnus coupables de l'enlèvement de quatre personnes en avril 1996.

En septembre 1998, la peine capitale a été prononcée contre trois autres membres du gang, déclarés coupables d'avoir enlevé et tué en janvier 1997 la femme d'affaires Isabel Bonifasi de Botrán.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / fax / lettre express (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par les menaces dont ont été victimes les avocats Arturo Recinos, Mario A. Menchú Francisco, Luis A. Vázquez Menendez, Luis Romero Rivera et Carlos N. Palencia Salazar, et exhortez les autorités à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour garantir leur sécurité ;
- appelez les autorités à ouvrir une enquête sur ces menaces et à traduire les responsables en justice ;
- demandez instamment aux autorités de veiller à ce que les avocats défendant des condamnés à mort puissent librement et ouvertement s'acquitter de leurs tâches légitimes, conformément aux Principes de base des Nations unies sur le rôle du Barreau de 1990, dont l'article 16 dispose notamment : « *Les pouvoirs publics veillent à ce que les avocats [...] puissent s'acquitter de toutes leurs fonctions professionnelles sans entrave, intimidation, harcèlement ni ingérence indue [...] et [à ce qu'ils] ne fassent pas l'objet, ni ne soient menacés de poursuites ou de sanctions économiques ou autres pour toutes mesures prises conformément à leurs obligations et normes professionnelles reconnues et à leur déontologie* » ;
- rappelez qu'Amnesty International est opposée en toutes circonstances à la peine de mort, qui constitue le châtement le plus cruel, inhumain et dégradant qui soit, ainsi qu'une violation du droit à la vie tel qu'il est proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme, et exhortez les autorités à commuer toute nouvelle condamnation à mort.

APPELS À :

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
Palacio Nacional, 6^a Calle, entre 6^a y 7^a Avenida, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Presidente, Guatemala, Guatemala

Fax : 502 221 4425

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente, / Monsieur le*
Président de la République,

Procureur général chapeautant le ministère public :

Lic. Adolfo González Rodas
Fiscal General de la República
Ministerio Público
6^a Avenida 3-11, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Télégrammes : Fiscal General, Guatemala, Guatemala

Fax : 502 362 7223 / 331 5549

Formule d'appel : *Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur*
général,

Procureur des droits humains :

Lic. Julio Eduardo Arango Escobar
Procurador de Derechos Humanos
Procuraduría de los Derechos Humanos
12 Avenida 12-72, Zona 1
Ciudad de Guatemala 01001, Guatemala

Télégrammes : Procurador de Derechos Humanos,
Guatemala, Guatemala

Fax : 502 253 5712 / 238 1734 / 251 7769

Formule d'appel : *Sr. Procurador, / Monsieur le Procureur,*

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains :

Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH)
9^a Av. 2-59, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 221 1323 / 221 1268 / 221 1286 / 232 3821

Quotidien :

Diario "Prensa Libre",
13 Calle 9-31, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél / Fax : 502 230 1384

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 7 MARS 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

.a version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -